



Plan de lutte contre l'intimidation et la violence

2021-2022

École: St-Johns



Coordonnateur/Coordonnatrice: Lucinda Lorent

Membres du Comité:

Colleen Lauzier, Directrice

Valerie Caya, Directrice-adjointe

Deborah Devine, Enseignante

Lucinda Lorent, Enseignante

Lynn Douville, Enseignante

Janet Ritchie, Enseignante

Morgaen Blair,

Approuvé par le Conseil
d'établissement:

Le 20 décembre 2021

Résolution:

Le 20 décembre 2021, résolution 2021-2022 : approbation
du Plan de lutte contre l'intimidation et la violence 2021.

Proposé par: Debbie Livingstone
Secondé par: Danya Rene Tessier
Unanime

TABLE DES MATIÈRES

Définition de l'intimidation et de la violence
Intimidation
Violence

Les éléments du Plan LCIV :

Élément 1	Analyse de la situation qui prévaut à l'école
Élément 2	Mesures de prévention
Élément 3	Mesures visant à favoriser la collaboration des parents
Élément 4	Modalités pour effectuer un signalement
Élément 5	Protocole d'intervention Protocole d'intervention à l'intention du personnel Protocole d'intervention à l'intention des élèves Protocole d'intervention à l'intention des parents
Élément 6	Mesures visant à assurer et à protéger la confidentialité
Élément 7	Mesures d'encadrement et de soutien (pour la victime, l'intimidateur, le témoin et le spectateur)
Élément 8	Sanctions disciplinaires spécifiques
Élément 9	Protocole de suivi

Évaluation du Plan d'action

Définition de l'intimidation et de la violence

Intimidation

Le terme « intimidation » désigne tout comportement, commentaire, action ou geste répétitif direct ou indirect, intentionnel ou non, y compris dans le cyberspace, qui se produit dans un contexte de déséquilibre de pouvoirs entre les personnes concernées et qui cause de la détresse, blesse, fait du mal, opprime, intimide ou exclut.

Violence

Le terme « violence » désigne toute démonstration intentionnelle de coercition verbale, par écrit, physique, psychologique ou sexuelle qui cause de la détresse, blesse, fait du mal ou opprime une personne en attaquant son intégrité ou son bien-être psychologique ou physique, ou ses droits ou ses biens.

Éléments du plan AB/AV

- Élément 1** Une analyse de la situation de l'intimidation et de la violence à l'école;
- Élément 2** Mesures de prévention visant à contrer toute forme d'intimidation et de violence, motivée, notamment, par le racisme, l'homophobie, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, un handicap ou une caractéristique physique. Par ailleurs, CSRS requiert ses écoles et ses centres pour qu'ils appliquent des mesures préventives supplémentaires afin de promouvoir l'inclusion et l'équité pour toutes les parties prenantes.
- Élément 3** Mesures visant à favoriser la collaboration des parents à la prévention et la lutte contre l'intimidation et la violence, et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire.
- Élément 4** Modalités pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence et, plus particulièrement, pour dénoncer une utilisation des médias sociaux ou des technologies de communication à des fins de cyberintimidation;
- Élément 5** Les actions à prendre lorsqu'un élève, un enseignant, un autre membre du personnel scolaire ou toute autre personne constate un acte d'intimidation ou de violence;
- Élément 6** Mesures visant à protéger la confidentialité de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence;
- Élément 7** Mesures d'encadrement et de soutien offertes à tout élève qui est victime d'intimidation ou de violence, ainsi que celles offertes aux témoins, à l'intimidateur (et aux spectateurs);
- Élément 8** Sanctions disciplinaires spécifiques au regard des actes d'intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes, et;
- Élément 9** Le suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence.

Population étudiante : L'école comporte une distinction unique puisqu'elle offre le préscolaire jusqu'à la 5^e secondaire. La mission de l'école St-Johns est de promouvoir le développement individuel dans une atmosphère chaleureuse et stimulante. De plus, étant la seule école anglophone qui dessert les citoyens de la région, elle est fière d'offrir un enseignement de qualité tout en promouvant l'esprit de communauté.

L'école St-Johns offre des services éducatifs en anglais pour ses élèves de maternelle à la 5^e secondaire. Avec une population de 514 élèves au primaire et 304 au secondaire, l'école peut offrir une variété des services, tout en gardant une approche personnelle envers ses élèves. Certains de nos élèves demeurent à Saint-Jean-sur-Richelieu, une ville industrielle moyenne, tandis que d'autres demeurent dans des communautés rurales telles que Saint-Blaise, Lacolle, Mont-Saint-Grégoire et Sabrevois. Notre population provient d'un contexte socio-économique mixte. Notre service de garde accueille nos élèves de maternelle à la 6^e année. Nous avons approximativement 140 élèves inscrits à temps plein ou à temps partiel.

L'école St-Johns est aussi un centre scolaire communautaire. Afin d'augmenter les liens avec la communauté, nous bénéficions du soutien d'un agent de développement communautaire et de *LEARN Québec*. Nos plus importants partenariats sont avec la *Table jeunesse du Haut-Richelieu* et avec le *Centre de ressources pour les familles des militaires (CRFM)*. Le *Centre d'entraînement de base des Forces armées canadiennes* se situe à Saint-Jean-sur-Richelieu. Approximativement 15% de nos élèves proviennent de familles militaires. La durée de séjour d'une famille militaire est de 3 à 4 ans.

Le sentiment de sécurité à l'école incluant le transport

PRIMAIRE : 36% des élèves se sentent en sécurité à l'école; la norme canadienne pour ce groupe d'âge est 64%.

SECONDAIRE : 46% des élèves se sentent en sécurité à l'école; la norme canadienne pour ce groupe d'âge est 65%.

Intimidation et exclusion

PRIMAIRE : 31% des élèves ont été victimes d'intimidation moyenne à sévère le mois dernier; la norme canadienne pour ce groupe d'âge est 27%.

SECONDAIRE : 22% des élèves ont été victimes d'intimidation moyenne à sévère le mois dernier; la norme canadienne pour ce groupe d'âge est 20%.

Élèves animés par un sentiment d'appartenance positif

PRIMAIRE : 52% des élèves éprouvent un sentiment d'appartenance; la norme canadienne pour ce groupe d'âge est 77%.

SECONDAIRE : 59% des élèves éprouvent un sentiment d'appartenance; la norme canadienne pour ce groupe d'âge est 67%.

Élèves qui ont des relations positives

PRIMAIRE : 82% des élèves ont des relations positives; la norme canadienne pour ce groupe d'âge est 84%.

SECONDAIRE : 71% des élèves ont des relations positives; la norme canadienne pour ce groupe d'âge est 76%.

Élèves qui éprouvent un niveau modéré ou élevé d'anxiété

PRIMAIRE : 39% des élèves éprouvent un niveau modéré ou élevé d'anxiété; la norme canadienne pour ce groupe d'âge est 22%.

SECONDAIRE : 35% des élèves éprouvent un niveau modéré ou élevé d'anxiété; la norme canadienne pour ce groupe d'âge est 26%.

Priorités

- Continuer le soutien de nos élèves afin qu'ils développent des relations positives et un sentiment d'appartenance.
- S'assurer que les élèves comprennent la définition d'*intimidation* et qu'ils sachent comment la signaler.

Afin d'aborder la (les) source(s) de préoccupation, les mesures préventives suivantes visant à contrer toute forme d'intimidation et de violence, motivée, notamment, par le racisme, l'homophobie, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, un handicap ou une caractéristique physique, sont mises en œuvre:

1. Les règlements et le code de conduite de l'école St-Johns apparaissent dans l'agenda. En septembre, les parents et leurs enfants doivent lire les règlements ensemble et signer à l'endroit indiqué. Les titulaires vérifient les signatures.
2. Continuer les discussions portant sur les différents types d'intimidation et entamer des activités qui promouvront les *Six Pillars of Character* (le respect, la bienveillance, la justice, la responsabilité, la loyauté et la citoyenneté). Des conférenciers sont invités tout au long de l'année afin d'aborder des sujets variés.
3. Afin de combattre la cyberintimidation, les enseignants partagent leurs ressources pendant les réunions de personnel et sont transmises via le bulletin d'information électronique *Weekly Blurb*.
4. Au secondaire, des assemblées ont lieu en septembre et en janvier afin de réviser les règlements et le code de conduite. Au primaire, il y a des assemblées périodiques afin d'aborder les problèmes ponctuels, réviser les règlements et les procédures, fêter les succès ou fixer des nouveaux objectifs qui permettent d'améliorer le climat scolaire.
5. Le local *Oasis and Emotions Room* est disponible pour soutenir nos élèves.
6. Pendant les périodes de supervision (récréation et dîner), le personnel porte des gilets de sécurité pour être facilement repéré par les élèves.
7. Une collaboration entre l'école et les services externes (CLSC, SEM, CRFM) existe, au besoin. Une collaboration continue existe avec le Service de police (Projet École).
8. Une panoplie de clubs et d'activités existent qui développent les compétences sociales.



Commission scolaire **Riverside**
Riverside School Board

La réussite de ce plan repose sur la compréhension et l'appui de tous nos partenaires. Les administrateurs et le personnel de l'école jouent un rôle clé dans l'élaboration de programmes et de stratégies destinés à améliorer la vie quotidienne à l'école. Les élèves ont aussi une responsabilité de promouvoir et d'appuyer les comportements positifs. Les parents sont des partenaires tout aussi importants et nécessaires de cette initiative. Les parents sont encouragés à défendre activement les intérêts de leurs enfants, à être conscients de tout changement dans leur comportement et à communiquer avec l'école lorsque les comportements à la maison deviennent une source de préoccupation.

Les mesures suivantes ont pour objectif d'encourager les parents à collaborer à la prévention et à l'élimination de l'intimidation et de la violence, et à l'établissement d'un milieu sain et sécuritaire.

1. Le Code de conduite de l'école est communiqué aux parents (agenda, soirée de programmation, bulletins/notes de service et/ou sur le site Web de l'école).
2. Le Plan LCIV est expliqué et mis à la disposition des parents/tuteurs; il est affiché sur le site Web de l'école, sous l'onglet LCIV.
3. Communication continue entre la direction et/ou son représentant et les parents d'enfants qui sont la cible d'intimidation et les parents d'intimidateurs jusqu'à la résolution de la situation. Communication périodique avec les élèves qui sont la cible d'intimidation et leur(s) parent(s) afin d'assurer que les mesures prises ont porté fruit et que l'intimidation a pris fin.

Le site *Safe School Alert* est mis à la disposition des parents. L'information sera publiée dans le site de l'école.

ÉLÉMENT 4

MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT

L'école prend les mesures qui s'imposent pour assurer la confidentialité de toutes les parties.

Un incident d'intimidation et/ou de violence peut être signalé verbalement (en personne ou au téléphone) ou par écrit (par courriel ou lettre adressée à l'administration scolaire). Les élèves qui souhaitent écrire une note pour signaler un incident sont encouragés à inclure leur nom aux fins de suivi.

Les membres du personnel qui reçoivent un signalement doivent documenter l'information et la soumettre à l'administration aux fins de suivi.

Il est attendu que les parents, une fois informés d'une situation d'intimidation ou d'un acte de violence, communiquent avec la direction de l'école, un autre administrateur ou l'enseignant. Le signalement est documenté. Suite à l'enquête, il y a lieu de communiquer avec le parent et de l'informer que la situation a fait l'objet d'une enquête et que les mesures nécessaires ont été prises. Les détails ne sont pas divulgués pour des raisons de confidentialité.

Safe School Alert est un site qui permet le signalement de l'intimidation, du harcèlement, ou des actes de violence. Les élèves peuvent signaler en ligne, via texto, par téléphone ou par courriel.

Notre école est déterminée à offrir un climat sécuritaire, attentif et positif. L'indifférence de la part des adultes n'est pas tolérée. Le personnel scolaire doit signaler et/ou enquêter sur tous les incidents d'intimidation et prendre les mesures qui s'imposent, qu'il ait témoigné personnellement d'un incident ou qu'il en ait pris connaissance de tout autre moyen. Le signalement, l'enquête et les mesures à prendre doivent avoir lieu même si la victime ne dépose pas une plainte officielle ou si elle n'exprime pas sa désapprobation manifeste de l'incident.

Ce *Protocole d'intervention* établit les pratiques et les procédures liées aux incidents observés et signalés d'intimidation et/ou de violence.

Aux fins de ce Protocole, « *comportement* » peut inclure :

- les actes physiques, tel les contacts physiques inappropriés, non désirés, inopportuns ou préjudiciables avec autrui; le harcèlement; l'agression sexuelle; et la destruction ou les dommages causés aux biens d'autrui;
- la communication écrite et électronique de tout genre qui incorpore un langage ou des représentations qui constitueraient de l'intimidation, sur tout support (y compris, sans s'y limiter, les téléphones cellulaires, ordinateurs, sites Web, réseaux électroniques, messages instantanés, messages texte et courriels);
- les menaces verbales faites à une autre personne, y compris le chantage, l'extorsion ou les demandes d'argent aux fins de « protection »;
- les comportements agressifs relationnels directs ou indirects, tels que l'isolation sociale, la diffusion de rumeurs ou porter atteinte à la réputation de quelqu'un;
- tout comportement susmentionné qui se produit en dehors du terrain de l'école, lorsqu'il crée ou qu'il serait raisonnablement susceptible de créer d'importantes perturbations du milieu social et/ou des activités et événements parrainés par l'école.

Outre les comportements décrits ci-haut, les exemples de comportements suivants peuvent constituer de l'intimidation ou de la violence :

- bloquer l'accès au terrain ou aux installations de l'école;
- voler, cacher ou défigurer autrement des livres, sacs à dos ou autres biens personnels;
- Railleries, injures, dénigrements, remarques moqueuses ou humour dégradante répétés ou omniprésents liés à la race, la couleur, le sexe, l'orientation sexuelle, l'ascendance, la religion, le handicap ou toute autre caractéristique personnelle d'un élève, peu importe si l'élève les possède, qui serait vraisemblablement susceptible de perturber les activités scolaires ou qui crée un environnement scolaire hostile pour l'élève.
-

Les comportements suivants ne seraient pas normalement considérés de l'intimidation / de la violence:

- les taquineries
- parler de quelqu'un en mal
- l'échange d'insultes
- l'expression d'idées ou de croyances qui sont protégées par la *Charte Canadienne des droits et libertés*, à condition que l'expression ne soit pas lascive, profane ou ne vise pas à intimider ou à harceler une autre personne.

Les comportements suivants ne seraient pas normalement considérés de l'intimidation / de la violence:

- les taquineries
- parler de quelqu'un en mal
- l'échange d'insultes
- l'expression d'idées ou de croyances qui sont protégées par la *Charte Canadienne des droits et libertés*, à condition que l'expression ne soit pas lascive, profane ou ne vise pas à intimider ou à harceler une autre personne.

PROTOCOLE D'INTERVENTION À L'INTENTION DU PERSONNEL

Tout membre du personnel qui témoigne d'un acte d'intimidation ou de violence doit intervenir immédiatement ou aussi rapidement qu'il est raisonnablement possible pour aborder le problème.

1. La sécurité immédiate de toutes les parties doit être assurée.
2. Tout incident d'intimidation/de violence doit être signalé à la direction en temps opportun.
3. L'incident d'intimidation/de violence doit être documenté.
4. La direction de l'école ou son représentant doit enquêter sur tous les signalements en temps opportun, préférablement (dans la mesure du possible) dans les 24 heures qui suivent le signalement initial.
5. Le membre du personnel chargé d'enquêter sur le signalement d'un comportement doit :
 - a) interroger le(les) élève(s) qui affiche(nt) un comportement intimidant et la(les) cible(s)/victime(s) séparément afin d'éviter une nouvelle victimisation de la cible;
 - b) aborder la cible/victime en premier et se concentrer sur sa sécurité;
 - c) rassurer la cible/victime que le comportement intimidant ne sera pas toléré et que toutes les mesures seront prises pour en prévenir la répétition;
 - d) offrir du counselling à la victime (au besoin);
 - e) informer les parents de l'incident et de l'intervention subséquente. (Les détails de l'intervention ou des sanctions disciplinaires ne sont pas partagés afin de protéger la confidentialité).

PROTOCOLE D'INTERVENTION À L'INTENTION DES ÉLÈVES

En tant que membre responsable de la communauté scolaire, tout élève qui témoigne d'un acte d'intimidation ou de violence a l'obligation d'intervenir si la situation ne menace pas son bien-être, ou de signaler l'incident aux autorités scolaires.

L'élève peut s'acquitter de cette obligation par les moyens suivants :

- Informer un membre du personnel en fonction.
- Informer l'administration.
- Mentionner l'incident à un enseignant ou à un membre du personnel de confiance.
- Le dire à un parent/tuteur.

PROTOCOLE D'INTERVENTION À L'INTENTION DES PARENTS/TUTEURS

- Signaler l'incident à un administrateur de l'école ou à un enseignant.

***À la discrétion de la direction ou de son représentant, la police peut être appelée à intervenir.**

ÉLÉMENT 6

MEASURES VISANT À ASSURER ET À PROTÉGER LA CONFIDENTIALITÉ

Les mesures visant à protéger la confidentialité de tout signalement ou de toute plainte liée à un acte d'intimidation ou de violence comprennent :

1. Un rappel aux membres du personnel que tout incident et le suivi qui en découle doivent demeurer confidentiels. Un tel rappel a lieu au moins une fois par année.
2. La consignation des signalements d'intimidation et/ou de violence dans une base de données à accès limité.
3. Le recours aux stratégies d'intervention qui protègent l'anonymat des personnes qui effectuent un signalement ou qui communiquent de l'information.



Il incombe à tout membre adulte du personnel d'envisager les situations difficiles/problématiques comme des occasions d'aider les élèves à améliorer leurs aptitudes socio-affectives, à assumer la responsabilité personnelle de leur milieu d'apprentissage et à comprendre les conséquences des mauvais choix et comportements.

Il existe une nette distinction entre *réhabilitation* et *conséquences*.

- *La réhabilitation*, destinée à contrer ou à corriger une erreur de comportement, peut s'avérer une pratique de prévention efficace. Les mesures de réhabilitation sont destinées à corriger le comportement perturbateur; à en prévenir la répétition; à protéger la victime et lui accorder un soutien; et à prendre des mesures correctives face aux problèmes systémiques documentés liés à l'intimidation et à la violence. Les mesures de réhabilitation permettent à l'élève de réfléchir à ses comportements, d'apprendre des compétences prosociales et de réparer son tort. Le recours aux plans de réhabilitation et aux pratiques de justice réparatrice est considéré comme de la réhabilitation.
- *Les conséquences* communiquent à un auteur que son comportement relève de son choix et de sa responsabilité. Une conséquence respecte le droit de l'enfant de prendre une décision, même si elle n'est pas bonne. Il s'agit d'une expérience d'apprentissage pragmatique qui vous permet d'améliorer votre relation avec l'enfant tout en le tenant responsable. Les conséquences sont presque toujours appliquées de concert avec les mesures de réhabilitation et les pratiques de réparation. Les mesures doivent être appliquées au cas par cas et tenir compte de nombreux facteurs, dont les suivants :

Considérations propres aux élèves:

- l'âge et la maturité des élèves concernés;
- la nature, la fréquence et la gravité des comportements;
- la relation entre les parties concernées;
- le contexte dans lequel les présumés incidents se sont produits;
- les schémas de comportements passés ou qui perdurent;
- les autres circonstances pouvant entrer en jeu.

Considérations propres à l'école:

- la culture/le climat scolaires et la gestion générale du milieu d'apprentissage par le personnel;
- les soutiens sociaux, affectifs et comportementaux;
- les relations entre les élèves et le personnel et le comportement du personnel envers l'élève;
- la situation de la famille, de la communauté et du quartier;
- l'alignement avec les politiques et les procédures.

Les mesures de réhabilitation et les conséquences peuvent inclure, sans s’y limiter, les exemples qui suivent :

Mesures de réhabilitation à l’intention des victimes

- Rencontre avec un conseiller/mentor/technicien en éducation spécialisée/administrateur/membre du personnel afin :
 - De créer un environnement sécuritaire permettant à la victime d’explorer ses sentiments relatifs à l’incident. Garder les lignes de communication ouvertes;
 - d’élaborer un plan visant à assurer la sécurité physique et affective de l’élève à l’école;
 - de veiller à ce que l’élève ne se sente pas responsable du comportement;
 - de demander à l’élève de consigner et de signaler tout incident connexe futur;
 - d’offrir du counseling pour favoriser l’acquisition des compétences nécessaires pour surmonter l’incidence négative sur l’estime de soi.
- Un membre du personnel tient des réunions de suivi prévues avec l’élève pour s’assurer que l’intimidation ou la violence a pris fin et pour offrir un soutien à l’élève. Le niveau de soutien offert lors de ces réunions et leur fréquence dépend des commentaires de la victime au sujet des circonstances actuelles.
- Dans tous les cas, il est déterminé quels membres du personnel scolaire doivent être informés de l’incident pour assurer la sécurité de l’élève.
- Les parents sont informés immédiatement après l’incident et tenus régulièrement au courant de la situation jusqu’à ce qu’elle soit résolue.

Mesures de réhabilitation à l'intention de l'élève qui affiche un comportement intimidant

- Élaborer un plan d'intervention avec l'élève. Veiller à ce qu'il ait un mot à dire quant au résultat et qu'il puisse identifier des moyens de régler le problème et de modifier son comportement
- Rencontrer le(s) parent(s)/tuteur(s) pour créer une entente relative au plan de réhabilitation afin de veiller à ce que toutes les parties comprennent les règlements et les attentes de l'école, ainsi que les conséquences négatives à long terme de l'intimidation et de la violence, pour toutes les personnes concernées, et énoncer clairement les conséquences si le comportement perdure
- Rencontrer le technicien en éducation spécialisée ou le conseiller, le travailleur social ou le psychologue de l'école afin :
 - d'explorer les problèmes de santé mentale ou les troubles émotionnels: que ce passe-t-ilet pourquoi?
 - d'offrir de la formation en aptitudes sociales supplémentaire, p. ex. contrôle des impulsions, gestion de la colère, développement de l'empathie et résolution de problèmes;
 - de prendre des dispositions en vue d'une excuse – préférablement par écrit;
 - de prendre des dispositions en vue d'une restitution, notamment si des biens personnels ont été endommagés ou volés;
 - de déterminer les pratiques réparatrices (appropriées à l'âge).

Mesures de réhabilitation à l'intention des témoins
ÉLÉMENT 8 SANCTIONS DISCIPLINAIRES SPECIFIQUES

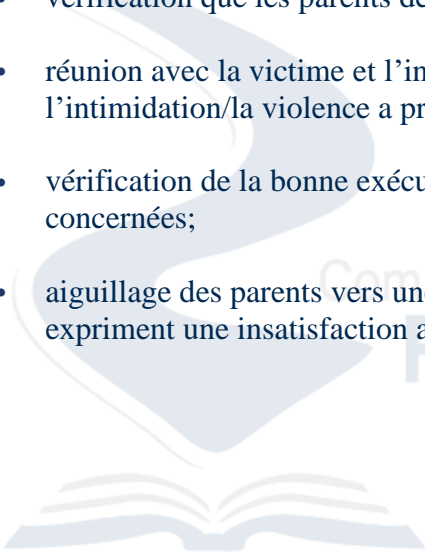
• Suite à l'incident, une intervention peut être effectuée avec tout témoin afin de déterminer son rôle dans l'incident. Si l'incident observé est grave, les témoins sont rencontrés, en groupe ou individuellement, pour récapituler l'incident, discuter de leur rôle et identifier des actions plus appropriées à envisager à l'avenir.

- Avis aux parents
L'école se réserve le droit de communiquer avec les parents des témoins.
- Réprimande/recontre avec l'élève (avertissement verbal)
 - Comme dans le cas des victimes, les témoins d'actes d'intimidation ou de violence devraient avoir une attente raisonnable de rétroaction en temps opportun
- Activité ou action de réflexion
- Plan de réhabilitation des témoins qui sont intervenus de façon à garantir un sentiment de sécurité à l'école.
- Avertissement écrit et privation de privilège(s)/service(s)
- Restitution
- Médiation ou résolution de conflit (lorsqu'elle est jugée appropriée)
- Probation et lettre d'attentes
- Retenue
- Suspension interne
- **Mesures de réhabilitation à l'intention des élèves spectateurs**
- Aiguillage vers un autre programme de suspension pour les écoles qui offrent un tel programme.
 - Passer en revue le Protocole d'intervention à l'intention des élèves.
 - Explorer les raisons pour lesquelles ils n'ont pas intervenu ou signalé l'incident.
 - Offrir du coaching à savoir comment intervenir en toute sécurité ou améliorer la situation.
- Aiguillage vers un conseiller, les agences sociales/médicales externes, aux fins de soutien
- Action en justice/signalement aux autorités policières, au besoin
- Signalement à la protection de la jeunesse
- Convocation à une audience disciplinaire à la commission scolaire
- Transfert d'école
- Expulsion

ÉLÉMENT 9 PROTOCOLE DE SUIVI

La direction ou son représentant veille à ce que tout incident a été documenté et a fait l'objet d'un suivi approprié. Les mesures de suivi comprennent ce qui suit :

- vérification que l'incident a été documenté de façon appropriée;
- vérification que toutes les parties immédiatement concernées ont été rencontrées et que les protocoles d'intervention ont été respectés;
- vérification que les parents des victimes et des auteurs ont été informés;
- réunion avec la victime et l'intimidateur pour évaluer leur bien-être et confirmer que l'intimidation/la violence a pris fin;
- vérification de la bonne exécution de toute mesure corrective pour toutes les parties concernées;
- aiguillage des parents vers une procédure de plainte, advenant que les parents expriment une insatisfaction avec la ligne de conduite de l'administration scolaire.



Évaluation de fin d'année

Afin d'assurer l'intégrité de ce Plan, l'administration de notre école effectue une évaluation annuelle qui passe en revue :

- les résultats du sondage *Our School Survey*.
- la révision et l'analyse des entrées dans GP/ISM (plateforme numérique) liées à l'intimidation et/ou la violence afin d'évaluer la réduction ou l'augmentation du nombre d'incidents d'intimidation et/ou de violence.
- les initiatives mises en œuvre pour l'année et une évaluation de l'efficacité des actions.

Commission scolaire **Riverside**
Riverside School Board
